



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

10-01-2017

DOM-TOM : Encore la répression !

Chacun d'entre nous se souvient de la manifestation du 09 Mars 2009 à Paris où plusieurs milliers de Domiens et Métropolitains ont défilé côte à côte dans les rues de la capitale. Ils exprimaient ainsi leur soutien au LKP (Lyannaj Kont Pwofitation) (Collectif Contre le Profit et l'Exploitation Outre-mer), qui depuis le mois de Janvier 2009 dénonçait les prix excessifs sur les produits de première nécessité pratiqués en Outre-Mer depuis longtemps et toujours en hausse réduisant le pouvoir d'achat des travailleurs et remplissant les poches des spéculateurs. Il est intéressant de savoir que la plupart des importations dans ce que l'État français nomme les DOM-TOM, sont taxées d'au moins 40%, et qu'une grande quantité de ces produits proviennent de Métropole. Devant l'ampleur des manifestations contre la vie chère, le pouvoir fut contraint à des promesses pour calmer l'action des populations. Elles ne seront jamais respectées!

Le leader de ce mouvement Elie Domota qui est également secrétaire de l'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe (UGTG), a toujours mené le combat contre les injustices envers les plus démunis. Tout récemment, avec l'UGTG il a organisé la lutte au sein de BMW pour des augmentations de salaire. En réponse à ce mouvement de grève, Elie Domota est accusé de brutalité envers l'un des dirigeants de la société et il est traîné devant les tribunaux par l'État néo-colonial français. Cette

criminalisation de l'action syndicale, qui rejoint celle menée en France contre tous ceux qui luttent, vise à casser le mouvement revendicatif. Il faut noter que le leader du LKP, hasard ou provocation, comparaitra devant la cour de justice fin Mai 2017, c'est à dire 50 ans après les événements de mai 1967 en Guadeloupe, qui ont vu une centaine de manifestants trouver la mort lors d'une charge de police alors que ces derniers s'insurgeaient contre la pauvreté et le chômage quand des propos racistes : un commerçant béké qui lâche son chien sur un autre commerçant noir en lui criant "va dire bonjour au nègre" ont mis le feu aux poudres!

La crainte de nouveaux mouvements sociaux comme en 2009 ont amené Le gouvernement socialiste français à élaborer une loi dite « d'égalité réelle » dont l'objectif affiché est de réduire les inégalités qui existent entre la Métropole et les Départements d'Outre-Mer d'ici 10 à 20 ans.

Sous couvert d'égalité cette loi organise la régionalisation des droits sociaux: c'est la suppression des 40% de vie chère qui permettent aux fonctionnaires de vivre correctement, c'est la suppression de l'abattement fiscal (soit 30% de plus d'impôts sur le revenu). C'est la régionalisation du smic, ce qui provoquera une baisse du smic en outre-mer, et pour finir la hausse de la tva et le doublement de l'octroi de mer régional (taxe à l'importation), dans une région où le chômage atteint plus de 40% de la population. Avec cette loi dite "d'égalité réelle" qui creusera encore plus les écarts de revenus, l'État français compte récupérer 300 millions sur le dos des populations.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, cette loi ne servira qu'à accroître l'exploitation des travailleurs et du peuple. Nous soutenons leurs luttes pour leur droit sociaux et pour leur droit fondamental de choisir leur destin national.